DECRET N° 84-390 du 25 Octobre 1984

portant transmission au Comité Permanent de l'Assemblée Nationale Révolutionnaire, pour autorisation de ratification, des accords de crédit intervenus le 26 juillet 1984, à WASHINGTON, entre l'Association Internationale de Développement, la République Togolaise et la République du Bénin et relatifs au financement du Projet Hydroélectrique de NANGBETO.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU
CONSEIL EXECUTIF NATIONAL,

- VU l'ordonnance N° 77-32 du 9 septembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin et les lois constitutionnelles qui l'ont modifiée,
- VU le décret N° 84-322 du 3 août 1984 portant composition du Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent,
- VU les accords de crédit intervenus le 26 Juillet 1984, à WASHINGTON, entre l'Association Internationale de Développement, la République Togolaise et la République Populaire du Bénin et relatifs au Financement du Projet Hydroélectrique de NANGBETO,
- LE Comité Permanent du Conseil Exécutif National entendu à sa séance du 17 octobre 1984,

DECRETE :

Le Projet de Décision dont la teneur suit sera présenté au Comité Permanent de l'Assemblée Nationale Révolutionnaire par le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération, le Ministre de l'Équipement et des Transports, le Ministre Délégué auprès du Président de la République, chargé du Plan et de la Statistique et le Ministre des Finances et de l'Économie qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

EXPOSE DES MOTIFS

Les Accords de prêt qui vous sont soumis, pour autorisation de ratification, sont relatifs au financement du Projet de construction du Barrage Hydroélectrique de NANGBETO.

I - CONTENU DES ACCORDS

A) - Accord de Crédit AID-RPB

Les caractéristiques financières de l'Accord de Crédit se présentent comme suit :

.../...

- Montant : 14.100 000 DTS, soit environ 6 225 000 000 de francs CFA
- Taux d'intérêt : Néant
- Commission de Service : 0,75 % sur tout montant décaissé et non remboursé
- Commission d'engagement : 0,50 % l'an sur tout montant non décaissé 60 jours après la date de signature
- Durée : 50 ans dont 10 ans de différé.

En outre, la République Populaire du Bénin devra rétrocéder à la Communauté Electrique du Bénin, 13 060 000 DTS, soit environ 5 765 851 064 FCFA, pour financer les dépenses de constructions, d'équipement et autres du barrage de Nangbéto. Le solde, de montant 1 040 000 DTS, soit, environ 459 148 936 FCFA devra être mis à la disposition de la Société Béninoise d'Electricité et d'Eau par l'Etat, sous forme de don, (apport en capital ou de subvention) pour financer le programme d'assistance technique et de formation de cette Société.

B) - Accord de financement conjoint
entre :

- * d'une part : la République du Togo, la République Populaire du Bénin et la Communauté Electrique du Bénin
- * et de l'autre : l'Association Internationale de Développement

Par cet Accord de financement, la République du Togo et la République Populaire du Bénin s'engagent à ne pas prendre des mesures ou des dispositions susceptibles d'entraver l'exécution des obligations de la Communauté Electrique du Bénin. Cet Accord porte également, sur les engagements de la Communauté Electrique du Bénin quant à l'exécution du projet, à la gestion et à l'exploitation de la Communauté Electrique du Bénin, enfin, à la rétrocession des fonds des crédits, pour le financement partiel du projet.

C) - Accord de Projet AID-SBEE

Dans le cadre du renforcement de la Société Béninoise d'Electricité et d'Eau dans les domaines de l'organisation de la gestion, et en vue de garantir également à ladite société, une structure et une situation financières saines, l'Accord de projet, ci-joint, a été signé avec la SBEE, pour permettre l'utilisation, par cette dernière, d'une partie du crédit mis à la disposition du Bénin.

II - CONDITIONS D'ENTREE EN VIGUEUR

L'entrée en vigueur de l'Accord de crédit de développement est subordonnée à celle de l'Accord avec le Togo et d'autres Accords à signer avec les co-financiers restants du projet. Ces conditions particulières s'ajoutent à celles prévues aux conditions générales des Accords de crédits de l'AID (Ratification Avis Juridique, etc...) et
.../...

à celles relatives à l'Accords de financement conjoint, dont il faut donner la preuve à l'Association, qu'il a été dûment signé, autorisé ou ratifié par le Bénin, le Togo et la Communauté Electrique du Bénin et qu'il lie légalement ces entités, conformément à leurs dispositions juridiques internes. Une preuve semblable doit être fournie à l'Association, en ce qui concerne l'Accord de Projet avec la Société Béninoise d'Electricité et d'Eau.

Aux termes de cet exposé, il conviendrait de noter que la construction du Barrage Hydroélectrique de Nangbéto présente des avantages économiques, financiers et sociaux certains pour le Bénin et le Togo.

Compte tenu de tout ce qui précède, nous avons l'honneur, Camarade Président, de soumettre à votre approbation, le présent projet de ratification.

Fait à Cotonou, le 25 Octobre 1984

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Président du
Conseil Exécutif National,

Mathieu KEREKOU

Le Ministre des Finances
et de l'Economie,

Le Ministre des Affaires Etrangères
et de la Coopération,

Hospice ANTONIO

Frédéric AFFO

Pour le Ministre de l'Equipe-
ment et des Transports absent,
le Ministre du Travail et des
Affaires Sociales,

Le Ministre Délégué auprès du Président
de la République, chargé du Plan et de
la Statistique,

André ATCHADE

Zul Kifl SALAMI

Ampliatiions : PR 6 SA/CC 4 ANR 20 MFE-MET-MAEC-MPS 8 SCEN 4.